

DECRET N° 2018-108/PR du 25/05/18
Portant création, attributions, composition
et fonctionnement de la Commission
Interministérielle de Rédaction des Rapports et
de Suivi des Recommandations sur les Droits de
l'Homme (CIRR)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la Justice et des Relations avec les Institutions de la République,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2012-006/PR du 7 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2015-038/PR du 5 juin 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2015-041/PR du 28 juin 2015 portant composition du Gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Il est créé auprès du secrétaire d'Etat chargé des Droits de l'Homme, une Commission Interministérielle de Rédaction des Rapports et de suivi des Recommandations sur les Droits de l'Homme, en abrégé (CIRR).

Art. 2 : La CIRR est une structure technique d'appui au Gouvernement en matière de promotion, de protection des Droits de l'Homme et de la Consolidation de la démocratie.

Elle est l'organe de rédaction des rapports sur les Droits de l'Homme au Togo.

Elle assure également le suivi de la mise en œuvre des recommandations et observations y afférentes.

A ce titre, elle est chargée notamment de :

- répertorier les rapports à soumettre et à présenter aux organes conventionnels et au conseil des Droits de l'Homme ;
- collecter, auprès des ministères, institutions publiques et privées, bureaux statistiques et des partenaires au développement, toutes les données

factuelles et statistiques et toutes autres informations sur les Droits de l'Homme et la consolidation de la démocratie ;

- rédiger les rapports initiaux et périodiques relatifs aux instruments internationaux et régionaux relatifs aux Droits de l'Homme et à la consolidation de la démocratie auxquels le Togo est partie ;
- rédiger le rapport national à soumettre au conseil des Droits de l'Homme au titre de l'Examen Périodique Universel (EPU) ;
- suivre la mise en œuvre des observations et recommandations formulées par les organes de contrôle de l'application des traités internationaux, régionaux et par le conseil des Droits de l'Homme sur la situation des Droits de l'Homme et sur les progrès en matière de la consolidation de la démocratie au Togo ;
- assurer la diffusion des observations et recommandations formulées par les organes conventionnels et le conseil des Droits de l'Homme sur la situation des Droits de l'Homme et de la consolidation de la démocratie au Togo ;
- recenser et suivre la mise en application des lois et règlements conformément aux observations et recommandations des organes conventionnels.

Art. 3 : La commission interministérielle de rédaction des rapports et de suivi des recommandations est composée comme suit :

- deux (2) représentants du secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'Homme ;
- deux (2) représentants du ministère chargé de la Justice ;
- deux (2) représentants du ministère chargé de l'enfant et du genre ;
- deux (2) représentants du ministère chargé de l'Administration territoriale ;
- un (1) représentant de chacun des autres départements ministériels ;
- un (1) représentant de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH).

Art. 4 : Les membres de la CIRR sont nommés par arrêté du ministre chargé des droits de l'homme après désignation par leur structure de provenance.

Art. 5 : Chaque membre de la CIRR est également le point focal de son département ou institution de provenance sur les questions des Droits de l'Homme et de la consolidation de la démocratie.

Art. 6 : La coordination de la CIRR est assurée par l'un des représentants du ministère chargé des Droits de l'Homme.

Art. 7 : Le coordonnateur convoque les réunions de la CIRR, coordonne ses activités et veille à l'accomplissement des missions qui lui sont assignées.

Art. 8 : Le secrétariat de la Direction de la Protection des Droits de l'Homme du ministère chargé des Droits de l'Homme assure le secrétariat de la CIRR.

Art. 9 : Le secrétariat de la commission interministérielle de rédaction des rapports et de suivi des recommandations est chargé de :

- assurer les tâches administratives et techniques de la commission interministérielle ;
- préparer et organiser les réunions de la commission interministérielle ;
- dresser les procès-verbaux ou comptes-rendus des réunions ;
- suivre les travaux techniques confiés aux membres de la CIRR, aux experts et aux personnes ressources par la commission interministérielle ;
- organiser la collecte et la compilation des données et des études en vue de la rédaction des rapports et du suivi de la mise en œuvre des recommandations y afférentes.

Art. 10 : Dans l'exercice de sa mission, la CIRR peut recourir aux administrations, aux organisations de la société civile et à toutes autres compétences, notamment, aux experts et personnes ressources.

Art. 11 : Le budget de la CIRR est incorporé à celui du secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'Homme.

Art. 12 : Le ministre de la Justice et des Relations avec les Institutions de la République et le secrétaire d'Etat chargé

des Droits de l'Homme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 25 mai 2018

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre

Selom Komi KLASSOU

Le Garde des Sceaux,
ministre de la Justice et des Relations
avec les Institutions de la République

Kokouvi AGBETOMEY

DECRET N° 2018-110/PR du 30/05/18
Portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence Education-Développement (AED)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2002-016 du 30 avril 2002 portant orientation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;

Vu le décret n° 2009-221/PR du 19 octobre 2009 portant organisation des services de la Présidence de la République, modifié par le décret n° 2012-322/PR du 6 décembre 2012 ;

Vu l'arrêté n° 2017-001 du 22 mars 2017 portant création, attributions et organisation du dispositif de pilotage du projet de création des Instituts de Formation pour l'Agro-Développement (IFAD) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Il est créé une Agence Education-Développement (AED), ci-après désigné l'«Agence ».

Art. 2 : L'Agence est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle de la Présidence de la République.

CHAPITRE II - MISSION

Art. 3 : L'Agence conçoit et met en œuvre, en collaboration